



Communiqué de presse

Les Lilas le 9 janvier 2023

Qui a dit qu'on manquait d'enseignant-es ?

Après le record de recrutements manqués en 2022 lié au recul du concours du M1 au M2, le nombre d'inscriptions ne pouvait à la session 2023 que repartir à la hausse. Ce ne fut pas sans peine puisque le Ministre Pap Ndiaye a dû prolonger de deux semaines la période des inscriptions, au regard du nombre d'inscrit-es inférieur à 2022.

Le Ministère vient de publier le nombre d'inscrit-es pour chaque concours, dans chaque discipline et dans chaque académie à la session 2023. Ces données sont très inquiétantes, mais ne sont pas surprenantes pour la FSU.

La FSU dénonce depuis plus de 10 ans la crise d'attractivité des concours, dont les causes sont multiples : dévalorisation salariale de nos métiers, détérioration des conditions de travail et d'entrée dans le métier, perte de sens du métier... Les politiques de non remplacement des fonctionnaires, les différentes réformes de la formation (3 en 10 ans) ont aussi amené les étudiant-es à se détourner du métier d'enseignant-e. Comment les étudiant-es peuvent-ils en effet financer des études plus longues, au vu des exigences très fortes de nos métiers ?

Une autre donnée montre l'urgence, pourtant, de s'attaquer réellement à la crise de recrutement : la proportion des inscrit-es qui se rendent effectivement aux épreuves écrites. A la dernière session, c'est à peine un tiers au CRPE, 43 % au CAPLP et au mieux 52 % au CAPES externes... quel gâchis ! C'est pourquoi la FSU défend des pré-recrutements dès la licence dans un plan pluriannuel de recrutements : il faut payer des étudiant-es pour qu'ils et elles puissent se consacrer entièrement à leurs études et à leur formation.

Qu'aura fait à ce propos Pap Ndiaye depuis son arrivée ? Rien, pas une seule mesure de soutien aux étudiant-es, dont la précarité a pourtant été mise en lumière par la crise Covid. Pire : le nombre de postes ouverts dans chaque concours, qui vient d'être publié, ne pourra guère les encourager.

Partout, dans les écoles, les collèges, les lycées, on manque d'enseignant-es, de CPE, de PsyEN... Pour autant, le ministère ne prend aucune mesure pérenne. Qui pense que c'est par le job dating que peut se régler la crise de recrutement ?

SUIVEZ-NOUS !

